

Introduction

La politique informelle entre incertitudes et inconstances

Michel OFFERLÉ et Laurent LE GALL

Lorsque nous avons conçu ce colloque qui s'est déroulé en décembre 2009 à Lorient¹, nous ne nous doutions pas que nous ouvririons une boîte de Pandore tant l'imagination des auteurs allait se libérer. Nous avons l'intention de contribuer à des débats en cours et, en particulier, à celui qui a trait aux formes de la politisation². Nous avons le souhait de réfléchir aux formes du politique hors de ses manifestations les plus officielles, légitimes, formalisées, mais aussi à l'intérieur de ces dernières : rechercher ces détournements intentionnels ou inintentionnels, cette politisation diffuse, ces écarts officieux, ces formes latérales d'échange politique, ces usages obliques du domestique ou de la sociabilité, cette « tactique de l'occasion ». Nous voulions, lorsqu'il est question de la « culture politique du pauvre³ »,

1. L'intitulé exact du colloque était : « La politique informelle en France et en Europe (xix^e-xxi^e siècle) ».
2. Voir notamment WEBER M., « Le métier et la vocation d'homme politique [*Politik als Beruf*, 1919] », dans *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959; LACROIX B., « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », dans GRAWITZ M., LECA J. (dir.), *Traité de science politique*, vol. 1 : *La science politique sociale. L'ordre politique*, Paris, PUF, 1985, p. 469-565; PÉCOUT G., « La politisation des paysans au xix^e siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », *Histoire et Sociétés Rurales*, n° 2, 1994, p. 91-125; LAGROYE J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, coll. Socio-Histoires, 2003; LE GALL L., « Des processus de politisation dans les campagnes françaises (1830-1914). Esquisse pour un état des lieux », dans CARON J.-C., CHAUVAUD F. (dir.), *Les campagnes dans les sociétés européennes. France, Allemagne, Espagne, Italie (1830-1930)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2005, p. 103-139; OFFERLÉ M., « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, xix^e-xx^e siècles (1) », *Genèses*, n° 67, juin 2007, p. 131-149; « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, xix^e-xx^e siècles (2) », *Genèses*, n° 68, septembre 2007, p. 145-160.
3. RANCIÈRE J., *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 1981; GAXIE D., *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978; GRIGNON C., PASSERON J.-C., *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales-Gallimard-Le Seuil, 1989; ELIASOPH N., *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica, coll. Études sociologiques, 2010 [1998]; GRUNBERG G., MAYER N., SNIDERMAN P.M., *La démocratie à l'épreuve*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2002; HAMIDI C., *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica, coll. Études sociologiques, 2010.

travailler les oscillations entre l'imposition d'une vision légitimiste du rapport au politique et l'affirmation de compétences profanes dans, contre, à côté ou en dehors de la politique « par le haut ». Nous comptons ainsi revenir sur les « frontières du politique⁴ » et aborder, ce faisant, les définitions et les labellisations concurrentes, dans le temps et les espaces sociaux, du et de la politique, de leurs périmètres et de leurs périphéries.

Infléchir, inciter à orienter les points de vue à partir d'un changement d'adjectif qui se voulait d'abord heuristique : tel a donc été notre parti pris sans que nous ne songions un instant à occulter d'autres approches qui ont pu passer par des dénominations de significations et d'épaisseurs diverses. *La politique ailleurs*⁵, la quête des Objets politiques non identifiés – des OPNI considérés comme des produits culturels⁶ – et, plus récemment, *Les frontières du politique*⁷ ont en effet dressé, chacun à leur manière, un état des lieux de certaines questions et incité à multiplier les écarts pour explorer les formes « non conventionnelles » du politique ; ces formes non conventionnelles qui, du côté des historiens, appartiennent fréquemment au registre de l'infra-politique⁸. L'on remarquera d'emblée que la dilatation du lexique n'a cessé d'accompagner la nécessité de catégoriser cet horizon aux lignes si peu claires. Qu'il s'agisse de la « politique par le bas⁹ », du « repérage du politique¹⁰ », de la « politique officieuse¹¹ », de la « politique ordinaire » – quelquefois ramenée aux rapports profanes à la politique – ou de l'« ordinaire en politique¹² », de la politique « au ras du sol » – pour reprendre la caractérisation de Jacques Revel à propos du livre de Giovanni Levi, *Le pouvoir au village*¹³ –, du « parapolitique¹⁴ » ou de la « politique

4. ARNAUD L., GUIONNET C. (dir.), *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Res Publica, 2005.

5. DARRAS É. (dir.), *La politique ailleurs*, Paris, PUF-CURAPP, 1998.

6. MARTIN D.-C., « Les OPNI, l'essence du pouvoir et le pouvoir des sens », dans MARTIN D.-C. (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Khartala, 2002, p. 11-45, p. 17.

7. ARNAUD L., GUIONNET C. (dir.), *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation, op. cit.*

8. James C. Scott souligne : « Dans des sciences sociales déjà inondées – certains diraient dégoûtantes – de néologismes, on hésite à en ajouter un de plus. Toutefois, le terme *infra-politique* paraît offrir un raccourci approprié pour évoquer ce domaine de lutte politique discrète qui nous occupe ici. », *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 [1992], p. 199.

9. BAYART J.-F., MBEMBE A., TOULABOR C., *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.

10. *Espaces Temps*, n° 76-77 : « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », 2001.

11. BRIQUET J.-L., par exemple : « Les pratiques politiques "officieuses". Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, n° 20, septembre 1995, p. 73-94.

12. FAVRE P., « Y a-t-il un rapport "ordinaire" au politique ? », dans MARIE J.-L., DUJARDIN P., BALME R. (dir.) *L'ordinaire. Modes d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques politiques, 2002, p. 275-305.

13. REVEL J., « L'histoire au ras du sol », dans LEVI G., *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989 [1985], p. I-XXXIII.

14. On reprendra ici les termes de Maurice Agulhon dans sa « Présentation » : « En d'autres termes, il n'y a pas selon nous, d'une part, une culture populaire "réelle", et, de l'autre, une vie politique

au style indirect¹⁵ », qu'il s'agisse encore de celles et ceux qui n'ont cessé de « faire de la politique sans le savoir¹⁶ », combien d'auteurs qui se sont essayés à nommer ce qui serait de l'ordre du non institué. L'on pourra d'ailleurs se demander si la « contre-démocratie » chère à Pierre Rosanvallon, dont l'auteur signale qu'elle est surtout « la démocratie des pouvoirs indirects disséminés dans le corps social, la démocratie de la défiance organisée face à la démocratie de la légitimité électorale¹⁷ », n'a pas toute sa place dans cette nomenclature.

Dans la foulée de ces travaux, il s'est agi de proposer un autre regard sur des choses à la fois semblables et différentes en ajoutant ce petit plus de réflexivité et de comparatisme qu'implique l'appel à la collaboration interdisciplinaire. Historiens, socio-historiens, sociologues et politistes ont ainsi accepté de confronter leurs terrains et leurs objets au double grain de sable de la politique et de l'informel. Au risque du grand écart et/ou de la redondance. Le lecteur en jugera à sa guise. Notre fameuse boîte de Pandore a tout d'abord été ouverte par les propositions diversifiées de communication qui nous ont été adressées – puis au travers des contributions produites –, par l'espace historique couvert par les textes et le champ lexical qui a été mobilisé : adhésion informelle, pratique politique informelle, manifestations informelles, activités, liens, usages informels, catégories informelles, socialisation informelle, relations ou logiques informelles, registre de l'informel, ordre informel, monarchie ou hiérarchie informelle, intervention électorale informelle, sociabilité informelle, dispositifs ou engagements informels, discussion politique informelle, échanges informels, informel ordonné, caractère informel de réseaux informels, dynamiques informelles, à côté, hors-champ... À lire cette énumération possiblement cacophonique, d'aucuns pourraient prendre peur et renoncer à ce coloriage qui ressortirait, bon gré, mal gré, à une sorte d'étiquetage graphomane. Dépendant de cette quête d'une formule générique capable d'opérer le meilleur détournement du politique, l'effort nominatif, duquel participe *in fine* la promotion de l'expression « politique informelle », peut en effet s'avérer vain. Si cet exercice intellectuel de classification des réalités que l'on se plaît à observer ne conduit qu'à s'adonner aux seuls délices de la pulsion lexicale et à l'invention d'une nouvelle grammaire du politique orientée vers la détection de ce

officielle qui planerait, à une altitude supérieure ; ou plutôt il se pourrait qu'en certaines régions il en ait été bien ainsi, mais qu'en d'autres l'institutionnel politique et *parapolitique* ait réussi son « entrée dans les mœurs », se soit incorporé à la culture, ait rajeuni ou rénové le folklore », *Histoire vagabonde*, t. 1 : *Ethnologie et politique dans la France contemporaine*, Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des Histoires, 1998, p. 7-14, p. 13 (c'est nous qui soulignons).

15. MARTIN D.-C., « Les OPNI, l'essence du pouvoir et le pouvoir des sens », dans MARTIN D.-C. (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, op. cit., p. 12.
16. TOUCHARD J., « En guise d'ouverture. Littérature et politique. Faire de la politique sans le savoir », dans MARTIN D.-C. (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, op. cit., p. 47-64.
17. ROSANVALLON P., *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Le Seuil, coll. Les livres du nouveau monde, 2006, p. 16.

domaine nébuleux où voisinent l'interstitiel, l'allusif, le non-dit ou le non-écrit quand ce n'est pas l'insaisissable – mots utilisés les uns pour les autres par la plupart des auteurs¹⁸ –, l'intérêt, en termes d'un supplément de connaissance, peut déboucher sur une énième substantivation du politique. S'il consiste, dans l'optique de ne pas succomber au « vertige du point de vue surplombant¹⁹ », à discerner puis à ne tenir pour politiques que ce que les acteurs envisagent comme tels, l'on conviendra qu'il risquera, là aussi, de se solder par la seule inscription au patrimoine mondial du politique de ses « nouvelles » expressions. L'objectivation des formes, des pratiques et des dynamiques de la politique informelle suppose donc que nous réussissions à tenir les deux bouts de la chaîne (prendre les sociétés au pied de la lettre/qualifier un objet en fonction d'un protocole scientifique²⁰) tout en nous défiant d'une attitude qui consisterait à dresser le seul inventaire (forcément non exhaustif) d'une informalité nichée, « insulairement », dans le cri séditieux, l'insulte, la fête, le folklore, les relations clientélares, la révolte ou encore la chanson²¹. Nous espérons donc convaincre le lecteur que le point de vue « informel » peut être productif et pertinent.

L'on voudra bien constater d'entrée de jeu que l'expression a été très peu utilisée dans les sciences sociales, et en histoire en particulier. Elle est bien loin d'avoir acquis le degré de reconnaissance, politique voire statistique et scientifique, de cette économie qualifiée d'informelle qui, sur le site de recherche de presse Factiva, renvoie à plus de 1 600 citations – tandis que sa consœur politique n'est mentionnée que dans une dizaine d'articles. Abondamment qualifiée dans une littérature pléthorique²², la notion renvoie fréquemment à la débrouille, à la survie, et tente de rendre compte des

18. Jean-François Bayart écrit : « Le champ des “modes populaires d'action politique” est celui de la mobilité, de l'ambivalence, de l'allusif, du non-dit, de l'indissociable. », « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode », dans BAYART J.-F., MBEMBE A., TOULABOR C., *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, op. cit., p. 27-64, p. 40.

19. DUPRET B., FERRIÉ J.-N., « L'idée d'une science sociale et sa relation à la science politique », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 6, décembre 2010, p. 1159-1172, p. 1167.

20. DARRAS É., « Présentation. Pour une lecture réaliste des formes non conventionnelles d'action politique », dans DARRAS É. (dir.), *La politique ailleurs*, op. cit., p. 5-31, p. 11-13.

21. Quelques titres parmi une bibliographie foisonnante... Sur l'insulte : BOUCHET T., *Noms d'oiseaux. L'insulte en politique de la Restauration à nos jours*, Paris, Stock, 2010 (l'essentiel de l'ouvrage porte sur l'insulte à l'intérieur de l'enceinte parlementaire) ; sur la fête : IHL O., *La fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996 ; DALISSON R., *Les Trois couleurs, Marianne et l'Empereur. Fêtes libérales et politiques symboliques en France (1815-1870)*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2004 ; LALOUETTE J., *Jours de fête. Jours fériés et fêtes légales dans la France contemporaine*, Paris, Tallandier, 2010 ; sur le folklore : AGULHON M. (dir.), *Cultures et folklores républicains. Actes du colloque de Toulouse des 10-12 décembre 1992 « Les marques républicaines dans la culture populaire en France »*, Paris, Éditions du CTHS, 1995 ; sur les relations clientélares : BRIQUET J.-L., *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, coll. Socio-Histoires, 1997 ; MONIER F., *La politique des plaintes. Clientélisme et demandes sociales dans le Vaucluse d'Edouard Daladier (1890-1940)*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007 ; sur la chanson : DARRIULAT P., *La Muse du peuple. Chansons politiques et sociales en France, 1815-1871*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2010.

22. Voir, par exemple, LAUTIER B., *L'économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2004 [1994] ; FONTAINE L., WEBER F. (dir.), *Les paradoxes de l'économie informelle. À qui profitent les règles?*, Paris, Karthala, 2010.

aspects d'un travail dissimulé et/ou clandestin dans un espace social où les pratiques sont plus ou moins tolérées et diversement encadrées par les autorités politiques – du travail « à côté » aux activités criminelles, de la solidarité à la criminalité. Dans ce cadre, l'informalité, ce concept « faible » ainsi que le soulignent Laurence Fontaine et Florence Weber, évoque tout autant l'économie domestique et les multiples sources de revenus qui entrent dans la maisonnée que – c'est là le point de vue des instances internationales – ces unités de production qui composent le secteur de la micro-entreprise. Plus qu'un état, l'économie informelle serait au final, et dans une définition minimale, un *continuum* où l'informalité renverrait à la petite taille et au non-respect de la loi. Du côté des sciences sociales, l'approche en termes d'*informal politics* aura trouvé quelques adeptes sur des terrains tels que le Bénin et Madagascar²³ ou la Bolivie sous la plume de Saskia Sassen²⁴. Chez certains sociologues, le terme « informalisation » renvoie au commentaire éliasien et pointe les modifications que l'on peut apporter au processus de civilisation en relevant la tendance récente au relâchement de certaines contraintes qui concernent l'exposition de la vie privée²⁵. En consacrant la section d'un chapitre aux « rapports ordinaires à la politique » (à l'« *everyday politics* ») – transformés, dès la première ligne du premier paragraphe, en des « rapports ordinaires au politique » –, le *Nouveau manuel de science politique* ne se sera nullement exonéré d'une réflexion axée principalement sur les relations entre dispositions sociales et vie politique formalisée : « La notion de rapport ordinaire au politique suppose de travailler à une définition extensive du rapport au politique, pour repérer ce qui en relève sans pour autant être formalisé ou trouver un débouché spécifique²⁶. » Reste que le lexique de l'informalité y est utilisé de manière marginale. Objectivé par Nicolas Mariot, le voyage présidentiel est ainsi appréhendé comme « n'engage[a]nt pas de finalité ou de formalisation du rapport au politique. Il s'agit plus simplement, plus "ordinairement", d'une pratique informelle²⁷ » : une manière de retravailler les vieilles distinctions weberiennes entre les activités politiques, les activités politique-

23. Outre les renvois à notre colloque, l'appel à « politique informelle » sur la toile renvoie, par exemple, à http://www.ireep.org/i/files/doc_recherche/doc_publication/AhlinNelly.pdf, dans lequel les auteurs entendent présenter ainsi la participation informelle : « Les réunions communautaires et les discussions avec les autorités traditionnelles sont une réalité. Celles-ci peuvent être alors une autre forme de participation politique dite informelle, différente de la participation électorale et des discussions de la politique souvent évoquée dans la littérature. »

24. SASSEN S, *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

25. WOUTERS C., *Informalization. Manners & Emotions since 1890*, Londres, Sage Publications, 2007 ; BONNY Y., DE QUEIROZ J.-M., NEVEU E. (dir.), *Norbert Elias et la théorie de la civilisation. Lectures et critiques*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Le sens social, 2003.

26. LEFÉBURE P., « Les rapports ordinaires à la politique », dans COHEN A., LACROIX B., RIUTORT P. (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, coll. Grands Repères, 2009, p. 374-388, p. 376.

27. *Ibid.*, p. 376.

ment orientées et les autres activités sociales²⁸. Toutefois, Pepper D. Culpepper, dans son dernier ouvrage, utilise fréquemment l'idée d'« *informal institutions* » pour tenter d'analyser, à partir du cas des réformes récentes du « *corporate control* », comment les forces du *business* (entreprises et organisations patronales) peuvent agir²⁹. Quant au « péripolitique » utilisé par Philippe Aldrin, et caractérisé par son auteur de « catégorie improbable où l'on rangerait les informations relatives à la vie privée, voire intime, des acteurs qui animent la vie politique³⁰ », il renvoie aux pratiques informationnelles des agents et aux réseaux de sociabilité qui en constituent l'assise : les « informations informelles » citées au détour par l'auteur peuvent alors y trouver leur place. Du côté des historiens, l'on notera volontiers que rares ont été ceux qui ont utilisé la notion. Quand cette dernière vient à se nicher dans une analyse, l'informel sert à distinguer ce qui serait socialement formel dans le cadre d'une réflexion sur le passage d'une forme *a priori* non construite, moins élaborée et dans tous les cas non légitimée, à une forme beaucoup plus spécifique et, partant, plus objectivable par le chercheur. Soit les transformations de la sociabilité ouvrière avant 1848. En tablant sur l'opposition entre « les lieux de la sociabilité formelle : [type] l'atelier » et « les lieux de la sociabilité informelle : [type] la Chambrée » pour penser le passage d'une sociabilité coutumière à une sociabilité instrumentale³¹ (à vocation politique), Maurice Agulhon aura opéré cette discrétisation qui, en jouant sur les antonymes, lui aura permis de donner à lire une métamorphose induite par les cadres de plus en plus sophistiqués d'une arène de plus en plus démocratique. Soit la construction sociale du vote : en soulignant combien, dans nombre de sociétés, des formes de décision collective ont été sujettes à des transactions, difficilement perceptibles quelquefois, entre processus de formalisation – et, donc, de normalisation – et nécessité de leur conserver une part d'informalité, Alain Garrigou³² se sera, lui aussi, confronté à la nécessité d'un « repérage du politique³³ » au risque, sinon, d'en faire une seule sphère dotée de propriétés qui lui appartiendraient en propre et cloisonnée avec d'autres espaces sociaux qui la compènerent.

Dans les rares travaux qui convoquent la notion, c'est surtout à un tracé des frontières et à ses fluctuations en fonction de la définition plus ou moins

28. WEBER M., *Économie et société*, Paris, Plon, 1965 [1922], p. 58.

29. CULPEPPER P.D., *Quiet Politics and Business Power. Corporate Control in Europe and Japan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

30. ALDRIN P., « S'accommoder du politique. Économie et pratiques de l'information politique », *Politix*, n° 64, 2003, p. 177-203.

31. AGULHON M., « Classe ouvrière et sociabilité avant 1848 », dans *Histoire vagabonde*, t. 1 : *Ethnologie et politique dans la France contemporaine*, *op. cit.*, p. 60-97, p. 63 et p. 65.

32. GARRIGOU A., « La construction sociale du vote. Fétichisme et raison instrumentale », *Politix*, n° 22, 1993, p. 5-42, p. 16-20 en particulier.

33. LECA J., « Le repérage du politique », *Projet*, n° 71, janvier 1973, p. 11-24. On se reportera aussi aux pages classiques de Georges Balandier s'attachant à circonscrire le « domaine du politique », *Anthropologie politique*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 1995 [1967], p. 28-59.

littérale du politique et de la volonté de saisir les dynamiques assimilatrices ou séparatrices qui invitent à (dis)qualifier tel ou tel objet, telle ou telle pratique, qu'il est fait nommément référence. À partir du moment où un champ politique se constituerait, le politique, quand bien même il semblerait se lover dans une informalité, ne cesserait d'irriguer et d'alimenter ledit champ dont la plasticité serait une des conditions de sa pérennisation. Dans une telle acception, la politique informelle ne saurait être finalement qu'un appendice d'un espace politique routinisé qui secréterait des formes que d'aucuns considèrent comme dégradées. La geste dorgériste indexant ses succès sur une fonction tribunitienne qui s'exaltait dans le périmètre des foires et des marchés de la France des années trente³⁴, l'expressivisme politique du carnaval de Vidauban³⁵ ou encore la captation du folklore halluinois par la première génération des communistes³⁶ peuvent se lire comme des points de jonction entre des formes non spécifiques du politique et des aspirations induites par le positionnement de certains agents à l'intérieur de l'espace démocratique en l'occurrence, comme des traductions de cet ordre démocratique si l'on préfère. Travaillé de la sorte par les sciences sociales, ce contrechamp au politique lui ferait perdre de son univocité.

On le comprendra aisément à la suite de ces remarques liminaires: la « politique informelle » peut être un piège. D'apparence toute simple, l'expression frise l'oxymore et dispose d'une efficacité éminemment réversible. Sur-efficacité: celle qui guette dès lors que l'on s'achemine vers une lecture de cet « envers du décor » dont l'existence, que viendrait accréditer ladite expression, supposerait une reformulation du politique sous couvert d'une découverte des « textes cachés³⁷ ». Parce que le politique ne serait pas là où on l'attend(r)ait, serait encore plus politique, mécaniquement pourrait-on suggérer, au risque d'ailleurs de l'être substantiellement, ce registre qu'un œil expert serait capable de voir affleurer sinon de débusquer. Sous-efficacité: celle qui, en la ravalant à n'être qu'une formule générique – et un peu magique –, induirait le seul inventaire des manières, des discours et des pratiques consistant à faire de la politique autrement. À défaut d'un enrichissement des savoirs, c'est bien plus d'un mirage dont il serait

34. PAXTON R. O., *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural, 1929-1939*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 117-128.

35. AGULHON M., *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la II^e République*, Paris, Le Seuil, coll. L'Univers Historique, 1979 [1970], p. 409-417.

36. HASTINGS M., *Halluin la rouge, 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1991, p. 386-415. L'auteur rappelle: « Cette omni-présence des dirigeants communistes à travers le réseau touffu des structures de la sociabilité locale accroît leur légitimité en diluant leur rôle dans celui d'ordonnateur des jeux et des fêtes, bref de la vie de relations », p. 241.

37. SCOTT J. C., *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, op. cit. La notion de « texte caché » est au cœur de l'analyse de Scott qui y voit une manière de penser avant tout les rapports de domination à l'œuvre dans une société.

question. Ainsi en va-t-il de ces concepts mous apparemment séduisants qui, à l'instar du répertoire d'action³⁸, par exemple, peuvent ressembler rapidement à cette auberge espagnole des sciences sociales où chacun vient y trouver ce qu'il compte bien y chercher. La ligne de crête est donc bel et bien étroite.

Inemployée, l'expression « politique informelle » le serait d'autant plus à juste titre que de très nombreuses critiques peuvent lui être adressées. Nous en listerons deux. Première critique : la labellisation de certaines pratiques et de certains objets risque de créer de fait des barrières dont l'élévation suppose au préalable qu'il y ait un accord sur un ensemble de définition *a minima* de ce que nous entendons ici par politique. En nous restreignant quasi exclusivement à la France des XIX^e-XXI^e siècles, nous avons opté pour un point de vue qui invite à inscrire cette informalité dans une société soumise à la production d'un champ politique organisé autour d'un pivot démocratique (dont les dynamiques, souvent contradictoires et pleines de tensions, ont imprégné cette société tout au long des deux siècles de son élaboration). Ce périmètre minimaliste tourne de fait le dos à ce que les anthropologues, africanistes en particulier, nous ont appris de ces odyssees du pouvoir³⁹ ou de ces lieux du politique⁴⁰ qui font partie intégrante de toute communauté et qui, sauf à vouloir se hasarder à « comparer l'incomparable⁴¹ », seraient par trop susceptibles d'obscurcir ce que la catégorie qui nous occupe pourrait receler d'heuristiquement pertinent. Il suppose, au surplus, que nous ne réduisons pas la politisation, cette notion collatérale, aux seules relations que des agents entretiennent avec le pouvoir, mais aux interactions entre des agents et des groupes utilisant des ressources idéologiques, et une société appelée à les départager en fonction desdites ressources dans le cadre d'un espace politique autonomisé ou en cours d'autonomisation. À titre d'exemple, *Le Carnaval de Romans* reste une grande analyse de l'utilisation/instrumentalisation des rituels carnavalesques à des fins de captation du pouvoir local dans la cité drômoise des années 1579-1580⁴². Des conduites politiques informelles y émergent sans cesse sauf qu'elles le font dans un champ politique qui ne nous semble pas constitué⁴³.

38. OFFERLÉ M., « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles), *Politix*, n° 81, 2009, p. 181-202.

39. IZARD M., *L'odyssée du pouvoir. Un royaume africain : État, société, destin individuel*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1992.

40. ABÉLÈS M., *Le lieu du politique*, Paris, Société d'ethnographie, 1983. Bien qu'elle ne soit pas formalisée sous la plume de l'auteur, l'informalité politique nous semble être une composante non négligeable dans la société ochollo.

41. DETIENNE M., *Comparer l'incomparable*, Paris, Le Seuil, coll. La librairie du XX^e siècle, 2000, le chap. 5 en particulier : « Des pratiques d'assemblée aux formes du politique. Approche comparative », p. 105-127.

42. LE ROY LADURIE E., *Le Carnaval de Romans. De la Chandeleur au mercredi des Cendres, 1579-1580*, Paris, Gallimard, coll. Folio histoire, 1986 [1979].

43. À l'aune de l'intitulé de l'ouvrage collectif dirigé par Laurent Bourquin et Philippe Hamon, *La politisation. Conflits et construction du politique depuis le Moyen Âge* (Rennes, Presses Universitaires

Deuxième critique: la notion même de politique informelle peut induire implicitement un effet de coupure entre peuple et élites, *outsiders* et *insiders*, marginaux et intégrés, apprentis et établis, que le double paradigme complémentaire (l'agulhonienne descente de la politique vers les masses cousinant avec la boltanskienne montée en généralité) convie à relier alors même que cette verticalisation asymétrique du politique soulève bien des problèmes. Nous en retiendrons deux. Le premier: passer sous silence des expressions de cette politique informelle qui, en circulant à l'intérieur de certains segments du champ (pensons par exemple aux salons thermidoriens de Bronislaw Baczko⁴⁴ et gambettistes de Sylvie Aprile⁴⁵), confirment que les tenants de la politique légitime ont su inventer et utiliser les ressorts de l'informalité pour conforter leur position et qualifier ou disqualifier, ce faisant, d'autres pratiques informelles jugées incompatibles avec les normes constitutives du champ. Le second: réduire la politique informelle à n'être qu'une « politique du peuple⁴⁶ » et la confiner soit dans une fonction de supplétif, soit dans une autonomie souvent plus postulée que prouvée; justifier un point de vue qui met davantage à distance un peuple ravalé à n'être qu'un réflecteur des formes dominantes⁴⁷. Or, il va à peu près de soi que la politique informelle dispose d'autres visages... et que des institutions, formelles en diable, véhiculent, par exemple, une informalité qui oriente des réalisations et des projets. C'est d'ailleurs l'une des premières interrogations que se pose le sociologue de l'institution puisque l'institution se formalise aussi par le travail « à côté » de ses acteurs/agents. Ainsi en est-il de l'activité des membres de la haute administration dans le traitement des affaires qui leur incombent. À lire Jean-Michel Eyméri, la technicisation des dossiers et le rôle des fonctionnaires dans la traduction des décisions, deux facettes d'une entreprise administrative censée placer les décisions

de Rennes, coll. Histoire, 2010), on pourra bien évidemment contester cette manière de penser la chronologie de la politisation quand bien même cette chronologie n'est nullement questionnée dans l'introduction par les deux directeurs de l'ouvrage.

44. BACZKO B., *Politiques de la Révolution française*, Paris, Gallimard, coll. Folio histoire, 2008, p. 361-366 (évocation du passage des salons de l'Ancien Régime à ceux de la Révolution).

45. APRILE S., « La République au salon: vie et mort d'une forme de sociabilité politique (1865-1885) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 38, n° 4, octobre-décembre 1991, p. 473-487 (on notera que le qualificatif informel n'est jamais utilisé); voir aussi GRÉVY J., « Les cafés républicains au début de la III^e République. Étude de sociabilité politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 50, n° 2, avril-juin 2003, p. 52-72.

46. DUPUY R., *La politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 2002.

47. Ce que Roger Dupuy libelle ainsi: « En fait, il s'agit aujourd'hui de se demander si l'on peut élever à la dignité politique véritable de ce que certains considèrent comme n'étant que de l'infra-politique, ce qui naturellement conduit à définir ce que les uns et les autres entendent par politique véritable. Mais, par-delà la simple querelle des mots, se pose sans doute, au préalable, la question de la nature même du processus d'acculturation dont il nous semble qu'il ne peut que signifier substitution d'un type de culture à un autre et non pas imposition d'un credo culturel et politique sur du néant ou un substrat de pulsions élémentaires qui n'aurait guère varié depuis la nuit des temps et qui serait de toute manière un néant politique. », *ibid.*, p. 89-90.

étatiques au-dessus de tout soupçon de politisation, ne sont au contraire que le même versant masqué de la déneutralisation de ces décisions⁴⁸.

Sans obérer la charge interprétative que peut receler l'expression « politique informelle », ces critiques nous invitent à préciser nos intentions en soulignant d'emblée que nous avons travaillé cette expression de manière utilitariste afin d'en faire un concept de recherche et non un concept d'écriture. « Notre » politique informelle entend moins être une nouvelle catégorie normative, une définition par le manque, qu'une incitation à une réflexion sur les relations entre le champ politique et son hors-champ et un de leurs instruments d'analyse (à la croisée des structures, des rapports de force et des configurations qui les produisent). Si l'on veut bien admettre que tout ce qui n'est pas institué politiquement par ceux qui sont en charge de délimiter, d'édifier et/ou de défendre les lignes de partage du politique dans le cadre de toute société ne procède pas corrélativement de cette informalité dont nous essayons d'esquisser la qualification, l'on proposera de convoquer cette expression pour décrire et, si possible, comprendre les manières de dire et de faire de la politique – dans un contexte particulier – sans en avoir l'air (dès lors que l'on se place du côté des tenants de l'ordre politique). Nous entendrons par « politique informelle » les formes, les pratiques, les activités, les expressions qui, faute de bénéficier d'une reconnaissance et d'une légitimité de la part des prescripteurs et des agents les plus influents du champ, sont « rejetées » en dehors de ce champ quand bien même elles participent, pleinement ou accessoirement, à sa constitution. À chaque époque sa « configuration informelle », serions-nous alors tentés d'écrire, dans la mesure où celle-ci se situe dans des espaces – sociaux, topographiques, discursifs... – qui adviennent en fonction des évolutions économiques et sociales, et de leurs incidences sur l'ordre politique. Chaque type de régime peut être ainsi objectivé comme la production et le produit d'une délimitation du politique, de ses frontières, de son périmètre d'action et de ses à-côtés, inaperçus, illégaux ou tolérables, insignifiants ou relevés de leur quotidienneté par une qualification/disqualification productrice de sens. Quiconque porte sa réflexion sur les modalités de construction et d'autonomisation du champ politique notera qu'à partir du moment où un tel champ se constitue, l'appréhension d'un « informel » renvoie à la recherche de l'adventice, du dégradé, de l'insignifiant tout comme il permet de comprendre la plasticité et la variabilité du périmètre de cet espace dont les acteurs acquièrent seuls la possibilité de labelliser des pratiques qui peuvent avoir ou non la prétention d'avoir une pertinence politique⁴⁹. La profes-

48. EYMERI J.-M., « Frontières ou marches ? De la contribution de la haute administration à la production du politique », dans LAGROYE J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, coll. Socio-Histoires, 2003, p. 47-77, p. 61-65 en particulier.

49. Voir aussi OFFERLÉ M., « "À Monsieur Schneider". Quand les ouvriers demandent à leur patron de se présenter à la députation (janvier 1902) », dans FABRE P., FILLIEULE O., JOBARD F. (dir.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007, p. 161-185.

sionnalisation du métier de représentant du peuple ainsi que l'autorisation limitée concédée au jugement populaire au cours du XIX^e siècle disqualifièrent progressivement des manières de faire et en intégrèrent d'autres. En devenant des rapports désencastrés, les rapports politiques laissèrent en principe peu de prise aux rapports personnalisés puisque la citoyenneté était gagée sur des dispositifs (bulletin imprimé, isolement, anonymat du vote, mandat représentatif) qui rejetaient tout lien personnel dans l'illégalité ou l'incongruité. Le citoyen était garanti par le secret de son vote qui certifiait aussi la liberté d'action du représentant. Cette épure de vertu civique⁵⁰ laissa et laisse toutefois place à des à-côtés. « Par le haut » : si participer aux rites de la politique officielle n'implique aucunement une adhésion croyante à la pratique, d'aucuns se chargent de rappeler que le lien civique implique, bon gré mal gré, une reconnaissance de la légitimité de ce type d'exercice et de la délégation qui va avec. Voter, c'est d'abord voter pour le vote. « Par le bas » : cet espace clos et institutionnalisé a toujours secrété un *no man's land* de pratiques officieuses, informelles, situées dans ses interstices, à sa périphérie ou dans des conduites sociales significatives quoique non orientées politiquement. Prenons d'autres exemples. La combinaison de l'expertise et de la spécialisation du métier de représentant du peuple au cours du XIX^e siècle rejeta progressivement le militantisme intermittent – les militants qui n'étaient pas intégrés dans une formation partisane – dans le vague des actions archaïques condamnées à devenir anachroniques du fait de leur inefficacité⁵¹. La rue du cortège citadin et le rejet des marches de protestation villageoises dans le domaine du résiduel⁵² correspondirent à l'accentuation de la primauté d'un monde urbain qui fit de la ville de la seconde moitié du XX^e siècle le point névralgique du politique – les barrages paysans des années 1960 n'eurent pas les mêmes effets déstabilisateurs que les émeutes frumentaires de la monarchie de Juillet, ou alors ils l'eurent différemment... ce qui invite à souligner combien la résurgence de pratiques réputées obsolètes contribua quelquefois à leur réactualisation⁵³. Le support

50. Pour une vision semblable et différente, voir MARIOT N., « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, n° 92, 2010, p. 167-194.

51. On prendra ici l'exemple du Cher dans les années 1890. Michel Pigenet rappelle que la démonétisation de l'anarchisme berrichon fut liée, à la différence de ce que connurent les socialistes, à un manque de cadres et à la séparation stricte entre objectifs révolutionnaires et conquête de bases locales par le suffrage universel (*Les ouvriers du Cher (fin XVIII^e siècle-1914)*, *Travail, espace et conscience sociale*, Montreuil, Institut CGT d'histoire sociale, 1990, p. 357).

52. Voir l'article de PIGENET M., TARTAKOWSKY D., « Les marches en France aux XIX^e et XX^e siècles : récurrence et métamorphose d'une démonstration collective », *Le Mouvement social*, n° 202, 2003, p. 69-94, repris dans PIGENET M., PÉCOUT G. (dir.), *Campagnes et sociétés en Europe. France, Allemagne, Espagne, Italie (1830-1930)*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2005, p. 216-241, p. 230-231 en particulier.

53. BOURGUINAT N., *Les grains du désordre. L'État face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2002; pour une approche localisée de la mobilisation du tout début des années 1960, on se reportera à l'étude très fouillée de ELÉGOËT F., *Révoltes paysannes en Bretagne. À l'origine de l'organisation des marchés*, Plabennec, Éditions du Léon, 1984.

de nouveaux moyens de communication put servir d'« ouvroir de politique potentielle » et dilater le territoire d'une information partisane non contrôlée par les instances qui s'estimaient – et que l'on estimait – seules aptes à faire exister : à Longwy, en 1979, la naissance de Radio Lorraine Cœur d'Acier apparut, au fil des mois, comme une expérience informelle suffisamment dangereuse – parce que devenue autonome – pour que la CGT, qui l'avait créée, décide de la supprimer un an et demi après⁵⁴. En exagérant peut-être, l'on postulera que tout peut devenir politique parce que tout peut, à un moment ou à un autre, accéder à un registre du politique⁵⁵. S'exprime alors, derrière ce que nous entendons par l'expression qui nous importe ici, un intérêt pour des approches capables de rendre compte de ce qui se joue au sein d'un espace ordonné autour de normes qualifiantes ou disqualifiantes⁵⁶ qui alimentent tout autant des mises en conformité de pratiques ou des ajustements – de l'informel au formel, si l'on veut – que des inventions et/ou des métamorphoses de modes d'intervention susceptibles d'offrir une alternative à l'ordre légitimé et une définition du politique qui ne soit pas au diapason des catégories imposées – l'informel en tant que contestation, résistance ou dissidence. L'informel n'est pas l'illégal – ou il n'est pas que cela. Il n'est pas non plus, dans le champ qui nous occupe, incompetence, méconnaissance des règles ou absence de ressources (il peut d'ailleurs être, bien au contraire, refus des règles du jeu par des agents pratiquant l'autolimitation politique). Il recouvre, bien davantage, des gestes, des secteurs ou des formes de mobilisation portés par des individus et par des groupes – l'étude des médiateurs et des relais à travers ce prisme est particulièrement bienvenue – dont l'analyse de leur invention, de leurs métamorphoses, de leur fossilisation ou de leur dépérissement peut être un biais pour appréhender, en creux, la mise en place et les apories de tout ordre politique.

Les exemples retenus ici pourront paraître simples voire simplistes puisqu'ils sont gagés sur des pratiques qui ont laissé des traces, archivistiques, même ténues – ce qui pose la question première de la possibilité même du travail empirique sur des activités susceptibles d'être interrogées à partir du point de vue informel. Pour heuristique qu'elle soit, la formule selon laquelle ce n'est pas le carton (d'archives) qui fait l'objet mais c'est

54. Contribution d'Ingrid Hayes, « La mise en place de radios de lutte par la CGT au temps du monopole d'État : l'exemple de Radio Lorraine Cœur d'Acier, Longwy, 1979-1981 », au colloque « Usages militants de la technique : technologies, medias, mobilisations », Université Paris 10, 12-13 mars 2009.

55. Voir, par exemple, l'analyse des conflits forestiers sous la II^e République qu'a proposée Maurice Agulhon dans sa *République au village. Les populations du Var de la Révolution à la II^e République*, *op. cit.*, p. 374-375 en particulier. Analyse utilisée par James C. Scott, *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, *op. cit.*, p. 205-207.

56. Il va sans dire que dans les sociétés à État, l'État invente l'informalité tout autant à travers des procédures classificatoires que parce que certains agents ou certains segments sociaux ne se retrouvent pas dans ce qu'il prescrit politiquement.

l'objet qui fait le carton ne se heurte pas moins aux conditions de possibilité de « la critique rongeuse des souris ». Pour qu'il y ait des traces⁵⁷, encore faut-il que l'activité (nous excluons ici l'informalité du for intérieur) ait eu un intérêt privé ou public suffisant pour avoir trouvé un scribe soucieux d'enregistrer par des mots une pratique quelle qu'elle soit (gestes, écrits, paroles, actes) : autorité judiciaire ou policière, folkloriste ou ethnographe, écrivains « populaires », mémorialistes et collectionneurs familiaux. Les travaux d'Alain Corbin et de Pierre Karila-Cohen⁵⁸ l'ont montré très concrètement jusque dans la manière dont les autorités qui eurent en charge de rapporter tout ce qui pouvait être « intéressant » négligèrent telle information jugée insignifiante ou réinterprétèrent à leur manière ce qui ne rentrait pas dans leurs catégories de pensée. Charles Wright⁵⁹ avait quant à lui dépensé beaucoup d'énergie en dépouillant les archives des justices de paix d'un département pour rendre compte de la manière dont les paysans corréziens se situaient par rapport à l'État, avec quels « morceaux » d'État concrets ils avaient eu une chance d'être en contact et comment, dans leur langage, ils avaient nommé cette entité. Des auteurs de cet ouvrage ont été soumis à cette contrainte archivistique même si, par l'usage des bribes, des allusions, des lectures transversales et de la petite monnaie de l'informalité, ils ont pu tenter de surmonter ces obstacles. Ceux qui travaillent sur le contemporain ne sont pas communément confrontés à ce même type de frein. L'on sait toutefois qu'en dépit de leur contemporanéité, certains types de terrains demeurent très difficilement accessibles. Paul Bacot en avait approché les raisons il y a quelques années⁶⁰. Nicolas Mariot, dans un article récent⁶¹, a théorisé, au sujet des approches ethnographiques, l'impossibilité d'observer le manque et l'absence d'intérêt pour le politique à la fois parce que le politique tient une part résiduelle dans les pratiques et les intérêts pratiques de nombre d'individus et parce qu'il existe des dispositifs permettant aux individus de faire sans avoir besoin de se justifier et d'explicitier ce qu'ils font – Nicolas Mariot a repris, à ce propos, l'expression d'Elizabeth Anscombe, « l'intentionnalité pratique », qui permet de rendre compte de ce qui n'est pas le résultat d'une délibération intime mais l'ajustement à l'exigence pratique d'une situation. La seule interrogation qui vaille est alors celle des limites sociales du for intérieur : enquête policière,

57. Bien sûr le Carlo Ginzburg de *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, coll. Nouvelle Bibliothèque Scientifique, 1989.

58. CORBIN A., *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, 1998 ; KARILA-COHEN P., *L'État des esprits. L'invention de l'enquête politique en France (1814-1848)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Carnot, 2008.

59. WRIGHT C., « Retour critique sur une catégorie de l'historiographie : les violences contre l'État. Corrèze, 1800-1860 », *Ruralia*, n° 20, 2007, p. 17-50.

60. BACOT P., « En haut et du mauvais côté. Les professionnels de la politique au miroir des citoyens », dans OFFERLÉ M. (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Belin, coll. Socio-Histoires, 1999, p. 307-331.

61. MARIOT N., « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *op. cit.*

situation d'examen, interaction provoquée par des entretiens ou des questionnaires, *focus groups*, dispositifs participatifs forcent l'ordinaire en enjoignant aux agents d'expliquer ce qu'ils ont fait et en induisant que leurs pratiques sont le résultat d'une délibération préalable. Si la question posée par Nicolas Mariot est différente de celle que nous occupé et si ses définitions du rapport au politique peuvent varier par rapport aux nôtres, l'on notera que ses observations nous importent dans la mesure où elles invitent à réfléchir à la construction empirique du terrain lorsque l'on décide de l'interroger à travers le prisme de l'informel. L'ethnographie⁶², dans le plein sens du terme qu'il lui donne, est alors un des moyens d'accéder à ses silences et à ses à-côtés. Mais il n'est pas le seul. En ce sens, l'enquête historique, en fixant comme programme irréalisable le développement d'une ethnographie historique, peut fournir aussi des stimulations pour comprendre, à la suite de James Wright⁶³, les formes infinies de la loyauté et de l'assentiment. Nicolas Mariot se réfère à juste titre à l'article qu'a consacré Patrick Lehingue à la « *loyalty* »⁶⁴, car c'est en travaillant sur les interstices que l'on pourra tenter cette impossible ethnographie de l'informel. Un projet qui invite à ne plus prétendre comprendre seulement le rapport au politique par référence aux individus les plus engagés et les plus proches des vertus civiques canoniques ou protestataires (les *consenters* et les *dissenters* de James Wright) mais en s'intéressant à la manière dont les *assenters* (ceux qui, sans opiner, consentent sous des formes très variées de silence) sont à la fois dans une position de manque et dans une position autre. La réflexion sur les formes de la loyauté et sur la manière de s'accommoder de l'existant tout en prenant ses distances quotidiennes avec lui : c'est en effet peut-être là que se situe sinon le territoire de l'informel, du moins une piste renouvelée pour l'approcher.

Réparties en quatre grandes thématiques que les discutants du colloque ont bien voulu introduire en faisant part de leurs propres réflexions, les contributions réunies dans cet ouvrage sont à lire comme autant de réponses

62. Voir BRACONNIER C., DORMAGEN J.-Y., *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2007 ; BRACONNIER C., *Pour une autre sociologie du vote. Appréhender les électeurs dans leurs contextes : bilan et perspectives*, Cergy-Pontoise, LEJEP, 2010 (l'auteur met en perspective des enquêtes de terrain états-uniennes notamment).

63. WRIGHT J., *The Dissent of the Governed: Alienation and Democracy in America*, New York, Academic Press, 1976.

64. LEHINGUE P., « La *Loyalty*, parent pauvre de la trilogie conceptuelle d'A. O. Hirschman », dans LAROCHE J. (dir.), *La loyauté dans les relations internationales*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 77-100. Voir aussi RAISON DU CLEUZIQU Y., « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », dans LAGROYE J., OFFERLÉ M. (dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010, p. 267-289 ; OFFERLÉ M., « La paille, la poutre et le pont. Quelques questions sur les pratiques interdisciplinaires », dans BOURQUIN L. et al. (dir.), *S'exprimer en temps de troubles. Conflits, opinion(s) et politisation de la fin du Moyen Âge au début du XX^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p. 359-372. Pour filer la métaphore, on pourrait penser à la suite d'Albert O. Hirschman l'informel dans la *loyalty*, la *voice* et l'*exit*. James Scott ne serait sans doute pas loin.

plus ou moins directes à ces interrogations principales. Fruits des tropismes (inter)disciplinaires, des orientations que nous avons suggérées dans l'appel à communication, des remarques et des débats qui eurent lieu tout au long du colloque et au-delà, elles imposent à la lecture un kaléidoscope « propre » à ce que l'informalité peut dégager de prime abord. Certains auteurs auront réfléchi à la « réalité » de l'informalité au point parfois de l'essentialiser. D'autres se seront appropriés la thématique et ses possibles, ses contreforts et ses oppositions, pour révéler et fixer leur terrain de recherche achevé ou en cours en rendant compte de leur objet sans se sentir corsetés dans une enveloppe figée. Les ouvrages collectifs sont ainsi faits qu'ils permettent de tels accommodements. Mais tous ont bel et bien insisté sur les moments et leurs hommes, les lieux, les liens et les pratiques, les logiques et les transactions qu'une heuristique « informelle » et interdisciplinaire pouvait suggérer et apporter. C'est dans cet esprit que nous aimerions que cet ouvrage soit lu : comme un moment de trait d'union entre des chercheurs rassemblés par un intérêt non feint pour l'informalité en politique.